

# La peur de la démocratie

LUC VAN CAMPENHOUDT

**L'**épisode du référendum avorté en Grèce, avec les nombreuses réactions d'approbation et surtout de désapprobation, aura eu un grand mérite : rappeler qu'à défaut d'un peuple européen, il existe au moins des peuples européens et que ceux-ci ressentent un énorme déficit démocratique. « Nous n'avons pas voté pour Merkel et Sarkozy », déclarait un citoyen grec, amer de voir des chefs d'État étrangers décider de son sort. Il n'a pas davantage voté pour la désignation des parlementaires du Bundestag dont la chancelière allemande a dû obtenir l'accord. Ses compatriotes et lui élisent seulement les parlementaires de leur propre pays. Ils peuvent ainsi exercer une influence sur le choix des partis qui forment le gouvernement national, mais pas pour autant sur la politique de ce gouvernement, qui ne pourra qu'exécuter les mesures de rigueur décidées à Bruxelles et tenter de contenir les tensions qu'elles provoquent déjà au sein du pays. Comme en Italie depuis quelques jours, ce sont des « techniciens » capables d'appliquer les politiques économiques de rigueur, qui sont vite imposés au sommet de gouvernements en déroute. Et ce n'est pas le fait d'avoir pu élire quelques parlementaires européens qui atténuera ce sentiment de déficit démocratique, car ces parlementaires n'ont été que les spectateurs inaudibles et marginalisés des décisions prises par une paire de ténors du Conseil et leurs experts.

Parler d'« ère postdémocratique » n'a plus rien d'insolite. Que la démocratie soit loin de fonctionner correctement n'est ni une nouveauté ni un drame en soi, pour autant qu'elle reste l'horizon de notre « vivre ensemble ». Mais aujourd'hui, on observe l'inverse et c'est une mauvaise nouvelle : la démocratie fait peur. Les dirigeants s'en éloignent car elle est perçue comme un péril majeur pour les grands chantiers politiques et économiques qu'ils concoctent avec leurs

technocrates. Déjà les référendums français et néerlandais de 2005 rejetant la Constitution européenne avaient fait craindre le pire. Aujourd'hui dans notre pays, après plus de cinq-cents jours de crise, qui oserait réclamer un référendum qui serait pourtant de nature à légitimer et cimenter une des plus grandes réformes de l'État de notre histoire ? Passe encore que nos dirigeants doivent se soumettre régulièrement au verdict des électeurs ; mais qu'il leur faille en plus demander l'avis du peuple sur des questions essentielles dont ils ne sont pas certains à l'avance que la réponse leur convienne...

Au sein même des partis, y compris ceux qui prônent une meilleure gouvernance, les militants et cadres intermédiaires les plus engagés ne peuvent plus suivre que de loin les négociations au sommet entre dirigeants entourés seulement d'une escouade d'experts muets comme des carpes. Quand les négociations sont aussi laborieuses pour réaliser des accords aussi fragiles concernant des enjeux aussi cruciaux qui réclament des solutions aussi urgentes, qui oserait exiger, au sein de son propre parti, plus de transparence et de démocratie internes ? À tous les niveaux, il faut aujourd'hui laisser un blanc-seing aux grands chefs et s'abstenir de compliquer, par des questions importunes, leur œuvre grandiose consistant à sauver le pays, voire l'Europe et même le monde. De là à penser que plus un système politique est inefficace, plus il tend vers l'autocratie (et inversement), il n'y a qu'un pas.

Mais pour quelles raisons ce système est-il précisément aussi inefficace face aux crises financières et aux marchés ? Pourquoi — on le sous-estime sans doute — tant d'hommes politiques sont-ils aujourd'hui si désespérés, voire dépressifs face à leur propre impuissance (quand ils ne se réfugient pas dans le cynisme) ? La Grèce est ici encore un bon révélateur. L'État y est particulièrement faible, notamment dans un secteur aussi crucial que l'administration fiscale, il est très perméable à l'influence d'États dans l'État comme l'Église orthodoxe et l'armée, et dirigé par des « élites » politiques manquant de rigueur et d'impartialité, trop sensibles aux puissances de l'argent. Résultat : des comptes truqués, des caisses publiques vides et une incurie que paient aujourd'hui les classes moyennes et populaires.

Si le diagnostic est moins grave chez nous, nous n'avons pas de quoi fanfaronner. La crise produite par les marchés n'a en aucun cas permis à la puissance publique de reprendre la main, et les grandes banques continuent à se moquer du monde. Les parachutes dorés et les autorétributions scandaleuses des grands banquiers ne sont que les arbres qui cachent la forêt : quelques dizaines de milliers de riches (de diverses professions) qui capitalisent en même temps que la majorité s'appauvrit et sombre lentement, mais sûrement dans la précarité. Nul mérite, nulle intelligence, nul courage, nulle qualité innée ou acquise ne justifient pareils écarts croissants entre ceux qui vivent comme des princes et ceux qui survivent

comme ils le peuvent, tenaillés par l'angoisse pour eux et pour les leurs. Certes, personne ne peut être critiqué pour avoir (honnêtement) réussi dans la vie, à condition d'entraîner un minimum dans sa prospérité ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à sa richesse (contribuables, employés, clients, épargnants, administrés ou petites mains). Or aujourd'hui, de plus en plus de riches capitalisent sans vergogne ni limite, creusant avec la grande majorité de leurs concitoyens un gouffre qui défie la raison et la plus élémentaire justice. Il faut donc les remettre dans la « réalité sociale », face à leur responsabilité.

« Sauver l'euro », mais encore ? Les événements actuels montrent l'impasse d'un projet européen essentiellement économique, impasse qui se projette sur les pays membres. Dans chacun d'entre eux comme au niveau communautaire, il est urgent de construire une puissance publique rigoureuse, compétente et démocratique. Plutôt que de se demander s'il faut « plus d'État » ou « moins d'État », il faut d'abord travailler à « mieux d'État » à tous les niveaux, lui redonner ses marges de manœuvre propres et son emprise sur les capitaux et les marchés. Le clivage gauche-droite reste pertinent, mais il submerge les frontières entre partis politiques, trop fatalistes face aux contraintes de la mondialisation et du marché notamment. Il oppose de plus en plus des partis trop conservateurs et sans imagination à une partie croissante de la société civile. Non point la société civile « organisée » par les institutions nationales, européennes et internationales elles-mêmes, mais la société civile comme ensemble de forces sociales capables d'interpeler vigoureusement les pouvoirs institués dont elle est autonome. Les Indignés qui, le 15 octobre dernier, ont organisé dans plusieurs métropoles dont Bruxelles ce que certains enthousiastes ont sans doute un peu vite appelé « le plus grand rassemblement de l'histoire », n'en sont que les prémices. Comme, à plus petite échelle et autrement, le G1000 réuni à Tour et Taxis ce 11 novembre. Leur point commun : reprendre l'exigence de démocratie confisquée par des marchés, des États et des partis objectivement alliés.

Reconstruire une puissance publique, mais encore ? Les événements actuels montrent aussi que cette reconstruction serait vaine si elle ne s'inscrivait dans une nouvelle culture démocratique, comportant de nouvelles pratiques politiques et de nouvelles formes d'engagement. Comment dépasser le caractère réactif et le « dédagisme » des Indignés ? Comment faire en sorte que la délibération démocratique voulue par le G1000 rassemble des personnes qui ont des engagements collectifs et dont leurs appartenances collectives donnent sens à leur action ?

Développer une culture démocratique, mais encore ? S'il n'est couplé à un engagement social, l'engagement politique est vain, car la démocratie suppose une société qui tende vers l'égalité et la justice. ■